

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction des
Affaires Juridiques - Procès-Verbal de la
séance du 11 avril 2016 - Approbation

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : CC.2016.056

Date de la convocation : Le 21/06/2016
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du - 4 JUL. 2016
de la réception s/Préfecture en date du - 4 JUL. 2016
Pour le Président, Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Christophe ETORE à Marc DAUNIS

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 11 avril 2016.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 11 avril 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 11 avril 2016.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 11 AVRIL 2016

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h49.

Le Conseil communautaire s'est réuni le onze avril deux mille seize, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire de la Ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous commençons la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER.

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER.

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Procès-verbal de la séance du 15 février 2016 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire
3. Remplacement de Monsieur Bernard DUBOIS au sein de commissions et organismes divers
4. Université Nice Sophia Antipolis – Conseil d'administration – Désignation de représentants
5. Délégation du Conseil communautaire au Bureau communautaire – Modification du Code des marchés publics
6. Délégation du Conseil communautaire au Président – Modification du Code des marchés publics
7. Service pénitentiaire d'insertion et de probation de Grasse – Désignation de deux postes de travail d'intérêt général
8. Activ' ta Terre – Appel à projets et dossier de candidature – Approbation
9. Association CYPRES – Centre d'information pour la prévention des risques majeurs – Adhésion
10. Adhésion au COBIAC (Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle) – Convention de partenariat
11. Pôle céramique de Vallauris – Convention d'entente pour la réalisation des études préopérationnelles
12. Agriculture – Convention d'animation foncière SAFER
13. Agriculture – Convention d'intervention foncière SAFER (CIF)
14. Budget principal – Budget primitif 2016
15. Budget annexe des télépépinières – Budget primitif 2016
16. Budget annexe du théâtre communautaire – Budget primitif 2016
17. Budget de la régie à autonomie financière Envibus – Budget primitif 2016
18. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour
19. Vote des taux de fiscalité directe locale 2016
20. Fonds de concours d'équipement – Approbation du règlement révisé au titre de la bonification environnementale
21. Ajustement du tableau des effectifs
22. Entretien professionnel – Modification du dispositif
23. Mutualisation du directeur général des services CASA – Ville d'Antibes Juan-les-Pins
24. Etude de faisabilité d'un service « fournitures » mutualisé pour toutes les communes de la CASA
25. Bus-Tram – Projet d'aménagement routier – Constitution d'un groupement de commandes – CAO spécifique au groupement – Election du membre titulaire et de son suppléant représentants de la CASA
26. Syndicat intercommunal des collectivités territoriales informatisées des Alpes Méditerranée (SICTIAM) – Retrait de la CASA pour la compétence n°8 : mise à disposition d'une plateforme de dématérialisation

27. Prise de compétence – Mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE)
28. Règlement intérieur des services de transport Envibus – Modification
29. Convention régissant la mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports urbains du réseau de la CASA – Avenant n°2
30. Projet très haut débit – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange – Version 2
31. Projet très haut débit – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR
32. Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Préalpes d'Azur – Désignation d'un suppléant au comité de programmation du groupe d'action local des Alpes et Préalpes d'Azur



M. le Président – Mes chers amis, je vous prie de m’excuser pour ce retard.

Je voudrais, en préalable, vous dire la tristesse que nous avons tous ressentie en apprenant la nouvelle du décès de Monsieur DUBOIS qui était conseiller communautaire et conseiller municipal à la ville de Vallauris Golfe-Juan. Tous les maires, tous les élus communautaires, Michelle SALUCKI et moi-même, nous nous associons à la peine de sa famille.

C’était un homme de conviction qui se battait depuis longtemps pour son domaine de prédilection qui était les déplacements et les transports. Thierry OCCELLI l’a souvent rencontré. C’était un homme tenace, sincère et loyal. La Communauté d’agglomération a perdu un élu engagé et, au-delà de ses convictions, d’une grande convivialité. Je vous invite à observer une minute de silence en sa mémoire.

[Minute de silence en mémoire de Bernard DUBOIS]

M. le Président – Je vous remercie.

Je vous informe également que le Bureau qui vient de se réunir a pris un engagement et une motion au sujet de la gare LGV (ligne à grande vitesse). Marc DAUNIS et moi-même avons été particulièrement étonnés d’apprendre que la gare LGV, qui avait été envisagée depuis longtemps aux Bréguières, avait fait l’objet d’une décision du conseil municipal de Mougins qui considérait que sa mise en place n’était ni opportune ni utile à la ville de Mougins, qui est tout à fait dans son droit.

Nous avons travaillé depuis longtemps sur ce sujet, avec comme base une demande de l’ouest du département que la gare LGV soit située aux Bréguières. Si la situation s’en tenait à cela et que les discussions reprennent sur l’opportunité de la mise en place d’une nouvelle gare LGV, nous n’aurions pas pris de motion à transmettre. Cependant, il se trouve qu’un comité de pilotage va se réunir demain et que la SNCF va mettre en concertation publique une gare LGV au Fugueiret. Le sénateur-maire Marc DAUNIS et moi-même sommes particulièrement étonnés, non pas que la proposition change mais qu’une concertation s’ouvre sur un site prédéfini, sans qu’il y ait eu d’autres études plus avancées sur l’opportunité d’autres endroits.

La Communauté d’agglomération se trouve un peu en difficulté – il s’agit d’un euphémisme – puisqu’elle a prévu, après concertation avec l’Etat, la mise en place d’une Cité du savoir dans le cadre de la Cote 121 au Fugueiret, terrain mis à disposition par l’Etat pour le développement économique de Sophia Antipolis. Il s’agit d’un projet qui est loin d’être négligeable. Ainsi, un projet de gare LGV au Fugueiret entrerait en contradiction avec les délibérations que nous avons prises antérieurement ainsi qu’avec les engagements de l’ensemble des collectivités et de l’Etat sur ce sujet.

Par conséquent, nous avons voté unanimement une motion qui demande à ce que cette concertation ne se fasse pas uniquement sur Fugueiret et que la réflexion reparte sur la base de savoir où se trouverait la place la plus pertinente pour la gare LGV. Il est évident que le projet de mise en place de la gare au Fugueiret n’apprend absolument rien sur la façon d’y entrer et d’en sortir.

Ainsi, nous avons réaffirmé un certain nombre d’éléments dans cette motion. J’en informe le Conseil communautaire sans pour autant vous présenter une motion à voter puisque nous ne sommes pas dans les délais pour le faire. Je souhaitais que vous soyez au courant de cette situation qui bouleverse les projets antérieurs et qui semble imposer une nouvelle situation pour cette gare LGV.

M. DAUNIS – Merci, M. le Président. La forme rejoint parfois le fond. Je suis extrêmement surpris par la méthode en considérant la façon dont RFF (Réseau ferré de France) avait mené ce dossier à l'époque. Trois tracés avaient été proposés lors du débat public. Aucun des trois fuseaux n'a été finalement retenu. La décision d'implanter une gare aux Bréguières faisait suite, semblait-il, à une demande du maire de Mougins.

A quelques jours du comité de pilotage, une proposition concernant le secteur du Fugueiret surgit de nulle part sans que j'en aie été consulté ou que des études sérieuses ne m'aient été présentées sur sa justification et son opportunité, ce qui n'est pas acceptable. On ne conduit pas un débat avec des infrastructures aussi importantes en termes d'aménagement du territoire, de développement économique mais aussi d'impact sur l'environnement et le cadre de vie avec des méthodes aussi peu respectueuses des élus, des habitants et des différentes personnes qui se sont impliquées dans les phases diverses de ce débat public et de la concertation.

Je disais que le fond rejoint la forme. Si nous voulons que la meilleure solution soit retenue pour que la LGV arrive un jour et qu'au-delà de la LGV, avec le projet de ligne nouvelle, il y ait une réponse en termes de cadencement par rail de type TER qui irrigue les Alpes-Maritimes et particulièrement la technopole de Sophia Antipolis, nous ne pouvons pas procéder ainsi.

Je le dis comme l'a rappelé le Président, avec d'autant plus de force, que conscient de cet enjeu, nous n'avions revendiqué quoi que ce soit auparavant. Nous n'avions pas participé au petit jeu de « nous voulons la gare absolument chez nous ». Nous avons simplement posé des principes en termes d'aménagement : un, l'intérêt général ; deux, que le projet se fasse ; trois, que notre territoire ne soit pas fracturé, coupé en deux, altérant ainsi les potentiels ou la réalité du développement de la première technopole d'Europe et des territoires respectifs aux uns et aux autres mais que nous ayons une bonne solution adaptée à la nature même de ce littoral du moyen pays azuréen.

Je trouve que nous avons une attitude ouverte, calée sur l'intérêt général, à la différence d'autres lieux où je remarque que l'implantation de la LGV suscite des égoïsmes locaux ou des réticences qui peuvent être compréhensibles par ailleurs. Nous avons une posture positive. Qu'une telle méthode soit employée est inacceptable. Je m'en suis d'ailleurs ouvert à la ministre il y a encore de cela quelques jours. Je le dis avec beaucoup de gravité. Je remercie nos collègues unanimes du Bureau. Je suis sûr que si le Conseil était consulté sur ce dossier, nous aurions votre soutien ; je suppose qu'il le sera par le Président si besoin était. Nous ne pouvons pas accepter que de tels projets soient menés, par rapport à la méthode, avec autant de légèreté. Si nous voulons qu'ils aboutissent, y compris dans des projets qui ne prendraient corps que dans vingt ou trente ans, il faut procéder autrement.

Notre motion se conclut non pas par des postures et des fermetures mais par une invitation à ce que des méthodes normales de travail soient reprises et que l'intérêt général prévale.

M. le Président – Nous nous excusons de ce préambule mais il fallait que vous soyez au courant de la décision et de la proposition de motion prises par le Bureau. Je n'ai pas eu les informations suffisamment tôt pour pouvoir vous les proposer en motion ce jour. Nous ferons en sorte de revenir à ce débat public de manière plus sereine et surtout plus efficace. Si nous changeons de gare LGV tous les trois ans, même nos petits enfants ne la verront pas.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Procès-verbal de la séance du 15 février 2016 – Approbation

M. le Président – Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du 15 février 2016 que tout le monde a lu. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Les décisions ont toutes été prises à l'unanimité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

3. Remplacement de Monsieur Bernard DUBOIS au sein de commissions et organismes divers

M. le Président – Il s'agit des propositions de la commune de Vallauris Golfe-Juan en remplacement de Monsieur DUBOIS qui est décédé. Je vous propose d'approuver la liste en votre possession. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

4. Université Nice Sophia Antipolis – Conseil d'administration – Désignation de représentants

M. le Président – Je vous propose Jean-Pierre MASCARELLI et Marc DAUNIS. Y a-t-il d'autres candidats ? Qui est contre un vote à main levée ? Si personne n'est contre, je sou mets les propositions au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Jean-Pierre MASCARELLI et Marc DAUNIS sont élus à l'unanimité.

Délibération adoptée à l'unanimité.

5. Délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire – Modification du Code des marchés publics

6. Délégation du Conseil Communautaire au Président – Modification du Code des marchés publics

M. le Président – Je suis contraint de vous demander de retirer ces points à l'ordre du jour parce que le Code des marchés publics vient de rechanger la semaine dernière donc les délibérations sont obsolètes avant l'heure. Avec votre approbation, nous retirons les délibérations numéros 5 et 6 qui vous seront soumises une prochaine fois.

POLITIQUE DE LA VILLE

7. Service pénitentiaire d'insertion et de probation de Grasse – Désignation de deux postes de travail d'intérêt général

Mme SALUCKI – Nous avons un partenariat avec le Tribunal de Grande Instance pour la désignation de deux postes de Travail d'Intérêt Général. Dans le cadre de la Politique de la ville, nous avons déjà créé en 2006 trois postes de tiguiste au sein du service « gestion des déchets » et de la direction « exploitation Envinet ». Compte tenu du bilan extrêmement positif de cette action, il est question de créer deux autres postes.

L'année 2015 a vu 27 personnes accueillies dans le cadre d'une mesure de TIG (Travail d'Intérêt Général) pour un total de 2 581,5 heures travaillées. Il s'agit de diversifier la proposition et les missions confiées aux tiguistes en les affectant cette fois aux services de la Direction de la Lecture Publique. Ils viendront en appui des agents du service au public, dont les locaux sont situés au siège administratif de la CASA, et des Médiathèques Communautaires. Ces TIG n'incombent aucun frais aux communes qui accueillent ces tiguistes. L'Etat est civilement responsable en cas de dommage. La convention serait signée pour un an. Il vous est proposé de m'autoriser, en tant que Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville, de signer ladite convention. Y a-t-il des questions ?

M. le Président – Des Travaux d'Intérêt Général existent déjà au niveau de nos communes et de la Communauté d'agglomération. La délibération concerne les médiathèques. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

8. Activ'ta Terre – Appel à projets et dossier de candidature – Approbation

M. LUCA – Il s'agit de sensibiliser les enfants et les jeunes d'une manière générale aux thématiques de l'environnement (air, eau, forêts et biodiversité). Cette initiative connaît un grand succès dans tous les établissements scolaires et Centres de Loisirs Sans Hébergement.

Il vous est proposé de renouveler ce programme pour pouvoir poursuivre la sensibilisation à travers une offre nouvelle qui sera lancée pour la rentrée 2016-2017. L'action s'élargit de plus en plus et ne nous coûte pas très cher puisque le soutien financier varie entre 500 et 1 000 euros. Les animations s'avèrent très ludiques et très éducatives. Le lycée horticole accueillera vers la fin du mois d'avril la concentration des principaux projets qui se sont faits sur la CASA. Je vous engage à trouver un peu de temps libre pour venir encourager tous les participants de plusieurs communes de la CASA, sinon de presque toutes.

M. le Président – Merci. Nous sommes certainement favorables à cette opération pédagogique utile. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

RISQUES NATURELS

9. Association CYPRES – Centre d'information pour la prévention des risques majeurs – Adhésion

Mme DEBRAS – Dans le cadre du PAPI 2 (programme d'action de prévention des inondations), nous proposons une adhésion à CYPRES. La CASA met en œuvre sa compétence facultative portant sur l'étude en matière de lutte contre les inondations. Ce programme est composé de 27 actions définies selon 7 axes. Un axe intitulé « amélioration de la connaissance et de la conscience du risque » impose de mettre en œuvre des actions de communication et de formation des acteurs locaux. L'importance de la mise en œuvre de cette action est soulignée d'autant plus fortement par les événements dramatiques que nous avons tous subis en octobre 2015.

Le CYPRES est une association dédiée à l'information préventive sur les risques naturels et technologiques. Elle a pour mission de mener des actions de formation et de sensibilisation aux risques majeurs afin de développer la culture du risque. Aussi, elle a pour habitude d'accompagner les collectivités territoriales à la mise en place d'une politique globale de prévention des risques.

Il vous est proposé d'adhérer au CYPRES afin d'avoir un appui pour la mise en œuvre des actions de communication autour du risque. Ces dernières vont porter sur l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant être traduite en plan d'action et pouvant prendre la forme soit de documents, soit d'organisation et de participation à des événements, soit d'articles sur le site de la CASA. Le CYPRES pourra également proposer un plan de formation des acteurs locaux au risque d'inondation. La cotisation annuelle s'élèvera à 2 625 euros et pourra être reconduite tacitement pendant trois ans sous réserve d'une évolution inférieure à 5 % annuelle.

Je vous propose donc d'approuver le principe d'adhésion au CYPRES, d'autoriser le paiement de 2 625 euros pour l'année 2016 et de m'autoriser à signer tout document y afférant.

M. le Président – Y a-t-il des interventions concernant l'adhésion à cette association qui apparaît d'une utilité évidente dans le contexte vécu ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

ACTIONS CULTURELLES

10. Adhésion au COBIAC (Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle) – Convention de partenariat

M. ROSSI – Il s'agit d'adhérer au COBIAC qui intervient dans l'expertise, le développement de projets, l'accueil de stagiaires, les formations et les échanges professionnels et interculturels.

En réalité, nous sollicitons une reconduction de notre adhésion, après avoir rejoint le collectif en 2011 puis un renouvellement en 2014. La cotisation annuelle est de 100 euros, ce qui facilite énormément la signature de cette convention de partenariat. La culture ne coûte pas cher.

M. le Président – On m'a toujours appris que la culture coûtait cher tout en étant peu rentable. Je constate que ce n'est pas le cas, je vous en félicite. Je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

11. Pôle céramique de Vallauris – Convention d’entente pour la réalisation des études préopérationnelles

M. le Président – Nous avons suffisamment rappelé que le projet communautaire qui reste à l’étage communautaire est le projet Madoura sur le Pôle céramique de Vallauris. La première étape de la convention d’entente pour la réalisation des études préopérationnelles va être mise en œuvre. Je cède la parole à Damien BAGARIA.

M. BAGARIA – Nous avons d’abord une petite présentation avant la délibération proprement dite.

M. COUTY – Bonsoir à toutes et à tous. Le projet de Pôle céramique de Vallauris constitue un équipement structurant à vocation économique et culturelle. Je vous le présente en cinq étapes :

- le lieu de l’équipement Pôle céramique ;
- les objectifs poursuivis ;
- l’étude qui sera lancée pour bâtir ce projet ;
- les éléments de planning ;
- les partenaires potentiels de l’opération.

L’îlot Madoura-Grandjean, qui est le cœur du projet de Pôle céramique, est composé de trois parcelles :

- l’espace Grandjean, appartenant à la ville de Vallauris, qui accueille l’école de céramique (école des beaux-arts) ;
- deux parcelles achetées par la CASA : l’une concernant Madoura acquise en 2013 pour 3 millions d’euros et l’autre, voisine de Madoura, acquise en 2015 pour 2 millions d’euros.

La réunion de ces trois parcelles en îlot urbain permet de mettre en place un projet ambitieux sur près de 7 500 m² comprenant les trois dimensions culturelle, éducative et économique.

La céramique constitue le levier culturel de ce projet qui possède une dimension économique très forte. Nous poursuivons trois types d’objectifs :

- participer au développement économique territorial ;
- renforcer l’attrait touristique du territoire ;
- contribuer au rayonnement culturel territorial.

Ces objectifs économiques trouvent leur application à l’échelle territoriale sur deux niveaux :

- au niveau du centre-ville de Vallauris en permettant d’engager la reconquête économique par la relance de la filière des métiers d’art et le développement de la fréquentation touristique ;
- au niveau communautaire en confortant la lisibilité et le rayonnement des circuits touristiques culturels de la CASA partant du littoral jusqu’au Pays.

Ce projet repose sur un programme économique, culturel, architectural, technique et environnemental. Pour bâtir ce programme, une étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera lancée. Elle comprend deux volets :

- économique et culturel ;
- architectural, technique et environnemental.

D'abord, cette étude permettra de faire un diagnostic de l'environnement du Pôle céramique portant à la fois sur le centre-ville de Vallauris, mais également, à l'échelle communautaire concernant les circuits touristiques. Par ailleurs, les bâtis présents sur deux des terrains qui composent cet îlot feront l'objet d'un diagnostic très précis.

Ensuite, cette étude permettra de définir les axes de réussite de ce projet en identifiant les conditions à réunir pour avoir un projet ambitieux, puis d'élaborer le concept de ce projet en évaluant son opportunité à travers son dimensionnement.

Plusieurs scénarii seront envisagés à l'occasion du lancement de l'étude. Le scénario qui sera choisi sera décliné sous forme de programme afin de lancer un concours d'architecture. Il s'agira ensuite de réaliser l'équipement structurant Pôle céramique pour enfin assurer sa mise en exploitation et son lancement. Une convention d'entente sera passée entre la CASA et la ville de Vallauris pour porter l'ensemble de cette opération.

Concernant le planning prévisionnel de l'opération, cette étude comprendra une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles, avec les deux lots que sont le volet économique et culturel et le volet bâtiminaire. Nous prévoyons ainsi :

- un lancement de marché à la fin du premier semestre 2016 ;
- un démarrage de l'étude fin 2016 ;
- le choix du scénario fin du premier semestre 2017 ;
- le concours d'architecture au cours du deuxième semestre 2017 ;
- la validation de l'avant-projet définitif au premier semestre 2018 ;
- le lancement des marchés de travaux le deuxième semestre 2018 ;
- le démarrage des travaux à la fin du premier semestre 2019 ;
- la réception et la mise en service de l'équipement à l'horizon 2020.

Je vous remercie.

Mme SALUCKI – Je laisse la parole à Monsieur BAGARIA, notre Président s'étant provisoirement absenté.

M. BAGARIA – Il est proposé ce soir au Conseil communautaire :

- d'approuver la création d'une entente entre la CASA et la ville de Vallauris ;
- d'approuver une convention d'entente entre ces deux entités ;
- d'autoriser le Président de la CASA à signer ladite convention ;
- de désigner trois représentants de la CASA pour être membres de la commission spéciale en plus de trois autres élus de la ville de Vallauris.

Mme SALUCKI – Les propositions vous sont faites. Il s'agit d'un projet économique très important pour la relance, avec un levier culturel. Je laisse la parole au Président qui revient.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? L'enjeu est à la fois économique, culturel, touristique, commercial et éducatif. Je vous propose les candidatures de Madame SALUCKI, Monsieur BAGARIA et Monsieur ROSSI à la commission spéciale. Si personne ne s'y oppose, je vous propose un vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il s'agit d'un très beau projet de l'Agglomération qui bénéficiera sans aucun doute de l'aide de la Région.

*Michelle SALUCKI, Michel ROSSI et Damien BAGARIA sont élus à l'unanimité.
Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

12. Agriculture – Convention d'animation foncière SAFER

13. Agriculture – Convention d'intervention foncière SAFER (CIF)

M. LOMBARDO – Je vous invite à voter deux délibérations qui vont ensemble. Il s'agit du renouvellement pour trois ans de conventions qui ont été établies en 2013 : une convention d'animation foncière et une convention d'intervention foncière. Les deux ont pour but :

- la préservation du foncier agricole sur le territoire de la Communauté d'agglomération ;
- l'aide à l'installation d'agriculteurs ;
- l'aide aux communes.

Tout ce travail se fait au travers d'une veille spécifique, en partenariat avec la SAFER. Cette convention d'intervention foncière constitue un service rendu aux communes qui n'ont pas de service foncier ou de veille pour l'information relative aux DIA (déclarations d'intention d'aliéner). Le coût est pris en charge par la CASA en lieu et place des communes qui de fait n'ont plus à conventionner individuellement avec la SAFER. Le coût s'élève à 2 220 euros par an, un budget qui a été évalué par rapport à la centaine d'interventions qui ont eu lieu dans le courant de l'année passée. Il vous est proposé de reconduire ces deux conventions pour trois ans, par tacite reconduction annuelle à concurrence de trois ans maximum. Merci de votre écoute.

M. le Président – Ces deux délibérations, étroitement liées, sont opérationnelles l'une avec l'autre. Je remercie Gérard LOMBARDO et salue l'action conduite par la Communauté d'Agglomération en faveur du développement de l'agriculture dans notre territoire. Nous ferons d'ailleurs un point général concernant ce domaine en pleine expansion sur notre territoire. Il s'agit d'un des axes qui peuvent paraître mineurs dans les compétences de la Communauté d'Agglomération. Toutefois, nous aurons à redévelopper l'agriculture et le pastoralisme puisque notre territoire a été une grande terre agricole et horticole. Cette mission d'intérêt général revêt des aspects à la fois économique, écologique et même de santé publique et alimentaire.

Je sou mets les délibérations 12 et 13 à votre vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibérations adoptées à l'unanimité.

FINANCES

14. Budget principal – Budget primitif 2016
15. Budget annexe des télépépinières – Budget primitif 2016
16. Budget de la régie à autonomie financière Envibus – Budget primitif 2016
17. Budget annexe du théâtre communautaire – Budget primitif 2016

M. le Président – Nous arrivons maintenant au sujet du budget qui a été largement abordé lors du Débat d’Orientation Budgétaire. Vous êtes au courant d’une hausse des prélèvements. D’un côté, la péréquation redistribue les moyens des communautés considérées comme riches vers celles qui sont plus pauvres. De l’autre, nous avons une baisse des dotations au titre de la contribution au redressement des comptes publics. Dans cette situation, la Communauté d’agglomération attaque son budget 2016 avec 3 millions d’euros en moins.

Par ailleurs, en application des lois nouvelles en 2016, dont la loi NOTRe et son volet « transfert de compétence », nous nous approprions au 1^{er} janvier 2017 :

- l’accueil des gens du voyage ;
- la gestion des risques d’inondation ;
- la promotion et le développement du tourisme.

Ce chantier est considérable ; nous allons le mettre en place pour qu’à la fois, dans le cadre de ce qu’a toujours été l’état d’esprit de la Communauté d’agglomération, l’intérêt général soit mutualisé, mais également, que nous ayons une vision et une perspective qui fassent que l’identité de chaque commune soit respectée.

En particulier, la Communauté d’agglomération n’a pas l’intention d’imposer un territoire préempté pour l’accueil des gens du voyage.

Elle envisage également de travailler très fortement sur le sujet des inondations qui est devenu une tragédie vécue.

En même temps, elle promeut le tourisme tout en faisant en sorte que chaque commune conserve sa spécificité et son identité.

Dans ce contexte, nous avons une revalorisation des bases. Le bénéfice était inférieur à celui que nous avaient transmis les services fiscaux. Nous devons avoir 4,9 millions d’euros sur la CFE (cotisation foncière des entreprises), nous n’en attendrons désormais que 2,7 millions, ce qui compensera tout juste la baisse des dotations.

Nous recherchons également des financements extérieurs par la contractualisation avec la Région s’agissant du théâtre, du BHNS (bus à haut niveau de service) en particulier mais également d’Avenir et de Madoura, ainsi qu’avec le Département qui a toujours été solidaire, et même avec les fonds européens puisque Alexandre FOLLOT travaille sur ce sujet.

Nous maintenons la solidarité communautaire – il n’y a pas de baisse des dotations de solidarité pour les communes – ainsi que nos soutiens à l’investissement par les fonds de concours, dont le fonds de concours spécifique sur les inondations avec le PAPI 2 que nous accélérons compte tenu du contexte.

Enfin, nous poursuivons notre contribution au développement économique de la technopole de la CASA avec le soutien aux entreprises innovantes et aux associations pour la création d'emploi (French Tech, etc.).

Les arbitrages ont été clairs et simples :

- pas d'augmentation des taux de fiscalité ;
- poursuite de la solidarité communautaire ;
- pas de changement de politique tarifaire significatif au niveau de la CASA ;
- baisse des charges de fonctionnement général à périmètre constant (- 5 %), ce qui montre les efforts de gestion de la Communauté d'agglomération dans un contexte qui inclut la mutualisation et qui permet des économies ;
- maintien des financements sur les grands projets de l'Agglomération, dont le projet de bus à haut niveau de service, l'aménagement numérique de tout le territoire, y compris du plus petit village de la Communauté d'agglomération, ainsi que le développement de Madoura ;
- maintien des financements de nos compétences majeures et de nos partenariats dans le transport, la collecte, l'habitat, le développement économique, la cohésion sociale et la lecture publique qui est exemplaire au niveau de la CASA ; peu de communautés d'agglomération de notre dimension bénéficient de quatre sites de lecture publique plus un site dédié à la culture visuelle.

Ce sont les grands axes. Ainsi, la fiscalité, les aides apportées aux communes ainsi que les engagements de services publics ne connaîtront pas de changement.

En même temps, un effort de gestion supplémentaire est effectué face à une difficulté représentée par la hausse des prélèvements, compensée partiellement par la revalorisation des bases foncières de Sophia Antipolis qui avait été négociée avec les services de l'Etat à travers une délibération que nous avons portée avec Guilaine DEBRAS et Marc DAUNIS.

Je cède la parole à Jean-Pierre MAURIN.

M. MAURIN – Monsieur le Président, mesdames, messieurs, ce jour, il s'agit pour le Conseil communautaire de voter le budget primitif et le budget principal, deux budgets annexes des télépépinières et du théâtre Anthéa ainsi que le budget de la régie à autonomie financière des transports Envibus. La plupart des renseignements ont été précisés lors du débat d'orientation budgétaire.

Par ailleurs, la commission des finances, composée comme à l'accoutumée d'un certain nombre d'acteurs des diverses communes, s'est réunie. Tous les documents ont été présentés, dont certains ont été revus d'une manière plus claire suite à des observations. Comme certains d'entre vous l'avaient demandé lors du budget de l'année dernière, nous avons réalisé un document qui a été mis à votre disposition à partir du site internet de la CASA. Ainsi, vous avez pu en prendre connaissance, voire photocopier.

Je vais vous présenter l'ensemble de ces quatre budgets. Ensuite, nous procéderons au vote des divers budgets, taux et autres.

Concernant les taux d'imposition, je rappelle que :

- le taux de la taxe d'habitation communautaire – c'est l'ancienne part départementale de la taxe d'habitation – demeure à 7,96 % ;
- le taux de la taxe sur le foncier bâti communautaire demeure à 0 % ;
- le taux sur le foncier non bâti communautaire reste stable à 0,877 % ;
- le taux communautaire de la cotisation foncière des entreprises 2015 reste également à 25,27 %, avec un lissage jusqu'en 2017 pour les dernières communes qui ont adhéré à la CASA.

Concernant les recettes fiscales liées aux compétences, le taux du versement transport reste inchangé à 1,5 %, également avec un mécanisme de lissage pour les huit nouvelles communes.

Le taux de la taxe sur les ordures ménagères est également stabilisé à 9,5 % pour l'ensemble du territoire. Je vous rappelle qu'il a fait l'objet de deux baisses consécutives lors de ce mandat.

Par ailleurs, nous vous demanderons de voter tous les budgets qui vous sont présentés avec une reprise anticipée des résultats 2015 dans le budget 2016 pour chacun des trois budgets.

Le Président a souligné la hausse des prélèvements sur la dotation globale de fonctionnement. Par conséquent, la Communauté d'agglomération va percevoir moins de l'Etat. Cette DGF passe à 897 000 euros et la dotation de compensation passe de 20,1 millions d'euros à 19,2 millions d'euros, soit une baisse cumulée de 3 millions sur le budget général.

S'agissant de la hausse de la péréquation horizontale, nous avons également + 1 million par rapport à 2016.

La stabilité des taux a été évoquée.

L'impact de la revalorisation reste à préciser. Suite à la révision des bases des communes de Biot et de Valbonne, l'évaluation de l'impact sur le produit fiscal était annoncée à 5,9 millions d'euros. Il passe à 3,8 millions d'euros (2,7 millions pour les entreprises plus l'incidence sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 1,1 million). Nous espérons encaisser une recette supplémentaire que nous notifierons lors d'un budget supplémentaire. Pour l'instant, nous nous en tenons aux chiffres qui nous ont été fournis.

La solidarité communautaire est maintenue avec une enveloppe de 6 millions d'euros, plus une enveloppe de fonds de concours hors PAPI à 5 millions d'euros.

Le fonctionnement général par rapport au budget 2015 connaît une baisse de - 5 %.

En matière d'investissement, je souligne d'une part la poursuite du projet de bus à haut niveau de service et d'autre part, la politique de soutien à la production de logement. Ce sont des postes importants.

La mise en œuvre du schéma directeur pour l'aménagement numérique ainsi que les études Madoura viennent de vous être rapportées.

S'agissant des recettes, ce budget primitif 2016 vous est présenté hors flux interbudgets, dont le versement transport fait partie. Ainsi, les recettes s'élèvent à 206,7 millions d'euros dont 175,4 millions sont issus de recettes fiscales, avec 108,2 millions de panier fiscal (l'ancienne taxe professionnelle et les compensations), 37 millions de taxe d'enlèvement des ordures ménagères et 30,2 millions de versement transport, dont le taux est à 1,5 %.

En matière de dépenses de fonctionnement, nous avons le même montant de 206,7 millions d'euros, dont 86 millions de reversement de fiscalité aux communes – 55 millions d'attributions de compensation, 6 millions de dotation de solidarité communautaire, 25 millions pour le FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) et le FNGIR (fonds national de garantie individuelle des ressources) – 41 millions pour les ordures ménagères, 32,46 millions pour la régie et 39,94 millions pour le budget général hors ordures ménagères.

Le BHNS et les déplacements représentent un total de 32,8 millions d'euros, dont 7 millions de frais de structure et de charge de la dette.

Concernant l'habitat, la participation pour le développement du logement s'élève à 30,76 millions, dont 10,4 millions pour les subventions aux bailleurs, 3,18 millions d'aide à la pierre, 1,5 million pour recapitaliser la SACEMA (société anonyme de construction d'économie mixte d'Antibes), une société antiboise ouverte à la CASA, et 3 millions pour les acquisitions foncières liées aux projets du plan local de l'habitat.

En matière de lecture publique, le fonctionnement du réseau s'élève à 10 millions, dont 1,6 million de frais de structure et de charges de la dette pour les quatre médiathèques ouvertes (Antibes, Valbonne, Villeneuve-Loubet et Biot) et les trois points de lecture (Opio, Saint-Paul-de-Vence, Roquefort-les-Pins).

Concernant le développement économique et la technopole, nous avons un budget de 9,11 millions d'euros, avec un maintien du partenariat avec les acteurs de Sophia Antipolis à hauteur de 1,2 million, une continuité des actions conduites à travers la Maison de l'emploi pour 430 000 euros, un soutien aux actions de la French Tech et du cluster Educatur à hauteur de 120 000 euros, la continuité de la politique d'attractivité territoriale avec la Team Côte d'Azur pour 260 000 euros, la participation aux actions et labels, la participation au fonds de soutien Paca Investissement à hauteur de 500 000 euros.

S'agissant de la Politique de la ville, 3,48 millions d'euros sont au budget. En reprenant les actions transférées de Vallauris dans le cadre du contrat de ville, nous aurons une première année complète de fonctionnement du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi), avec un maintien du partenariat avec les associations et le développement des chantiers d'insertion.

En matière de solidarité communautaire, nous avons 8 millions d'euros, avec une dotation de solidarité communautaire de 6 millions et un fonds de concours de 6,6 millions compte tenu des reports.

Pour l'environnement et la prévention des risques d'inondation, nous avons une enveloppe de 3,47 millions d'euros, un fonds de concours de 0,67 million d'euros, le PAPI 2 pour 0,9 million d'euros et le volet « environnement, développement durable et énergie » pour 1 million d'euros.

L'effort financier et la répartition sont démontrés à l'aide d'un billet de 100 euros. Vous pouvez comptabiliser que 9,12 euros sont reversés à l'Etat, 19,88 euros aux communes et 4,50 euros en tant que dotation de solidarité communautaire, ces trois parts représentant le tiers (33 %). Je vous laisse découvrir les autres postes.

Le budget principal, en matière de fonctionnement, s'élève à 195,92 millions d'euros. Si nous retirons les flux de ce budget principal vers les autres budgets qui sont de 27,03 millions d'euros, nous arrivons à 168,89 millions d'euros hors flux. Le panier fiscal (l'ancienne taxe professionnelle) représente 64 % des recettes de fonctionnement. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères représente 22 %, à hauteur de 37 millions. Enfin, le versement transport est affecté à ce budget principal à hauteur 5 millions d'euros sur les 30 millions.

A partir de ces 123 millions de budget, si nous reprenons les recettes de fonctionnement hors déchets et infrastructures et hors reversement, il reste en tout 36,94 millions, ce qui va nous permettre de gérer la collectivité avec les dépenses du personnel sur le budget principal.

Nous avons la répartition du fonctionnement par grands postes :

- le budget « déchets » à 24 % ;
- le budget général hormis les directions « environnement » et « déchets » à 22 % ;
- les prélèvements FNGIR à hauteur de 15 % ;
- l'attribution de compensation à hauteur de 33 %.

En matière d'investissement (budget principal), nous retiendrons deux chiffres : le total de 77 657 000 euros, avec une ligne ouverte d'emprunt à souscrire de 39 392 000 euros qui ne sera mobilisée qu'en fonction des dépenses réelles comme chaque année. Le droit de tirage se fera en fonction des investissements réalisés en 2016, avec un maximum à 39 392 000 euros.

Concernant ce budget primitif, nous avons les dépenses d'investissement par poste :

- le BHNS et les déplacements : 21 millions d'euros ;
- la politique de soutien à la production de logement, notamment avec des logements sociaux : 19 millions d'euros ;
- les fonds de concours aux communes : 7,2 millions d'euros ;
- inondations et PAPI : 1,1 million d'euros ;
- développement économique : 4,5 millions d'euros ;
- aménagement : 2 millions d'euros ;
- patrimoine : 1 million d'euros ;
- matériel : 0,8 million d'euros ;
- aménagement numérique : 0,6 million d'euros ;
- équipement structurant : 2,5 millions d'euros ;
- déchets : 5,7 millions d'euros ;
- études : 2 millions d'euros.

Dans le financement, nous retrouvons :

- les dotations et amortissements qui proviennent de tous les travaux qui ont été effectués ;
- l'autofinancement de 5 millions d'euros ;
- la récupération du fonds de compensation pour la TVA ;

- l'affectation du résultat des subventions ;
- une cession d'un terrain (les anciennes pépinières d'Antibes) ;
- les emprunts à hauteur de 39 millions d'euros.

J'apporte quelques précisions concernant les déchets. En matière de fonctionnement, le nouveau marché de collecte, qui s'appelle le C16, comprend de nouvelles prestations au niveau des communes :

- la mise en place de la collecte des végétaux à l'année ;
- la privatisation de la collecte de nuit sur Sophia Antipolis ;
- l'extension de la collecte des ordures ménagères sur les points d'apport volontaire ;
- une augmentation du personnel à 0,78 % par rapport à l'année 2015.

L'UNIVALOM, l'usine qui produit de l'électricité en brûlant les déchets, fait l'objet d'une hausse estimée de la tarification de 3 % et d'une hausse estimée des tonnages de 1,5 %.

La TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) est estimée en tenant compte de la révision des bases foncières. Nous avons une notification de 1 100 000 euros d'augmentation du produit de la TEOM par rapport à l'actualisation des bases foncières.

En investissement, au niveau des ordures ménagères et des déchets, il y aura la construction de la déchèterie de Roquefort-les-Pins, l'achat de colonnes enterrées et le renouvellement du parc de véhicules de collecte.

En matière de budget, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 42 059 000 euros.

Par ailleurs, deux baisses sont à noter concernant l'évolution de la TEOM.

Nous passons au budget annexe des télépépinières qui s'élève en dépenses de fonctionnement à 1 016 000 euros et en dépenses d'investissement à 578 000 euros. Le fonctionnement de ces deux pépinières s'élève à 670 000 euros et les dépenses réelles à 347 000 euros dédiés à l'autofinancement.

En 2016, les travaux liés à la transition énergétique et au renforcement des structures « réseau » seront programmés. Pour le budget annexe des télépépinières, les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1,16 million d'euros et les recettes d'investissement à 578 000 euros, comme pour les dépenses.

Nous passons au budget de la régie à autonomie financière Envibus. Ce budget, en matière de dépenses, s'élève à 32 046 000 euros en fonctionnement et à 5 076 000 euros en investissement.

En recettes, nous avons les mêmes montants, sachant que les recettes du versement transport représentent 77 % des recettes réelles, avec un reversement du budget général de 25 millions.

Par ailleurs, voici quelques éléments de coût :

- les marchés de transport urbain : 16,4 millions d'euros ;
- les marchés de transport à la demande : 2,13 millions d'euros ;

- les marchés de transport scolaire pour l'ensemble des communes : 3,65 millions d'euros ;
- les charges de personnel : 2 millions d'euros ;
- le renouvellement d'un parc de bus : 2,2 millions d'euros ;
- le remboursement de capital des emprunts : à hauteur de 1,68 million d'euros ;
- l'encours de la dette du budget et de la régie : 21,2 millions d'euros ; il n'y aura pas de recours à l'emprunt prévu en 2016.

Concernant le budget annexe du théâtre communautaire, nous avons 4,33 millions d'euros en fonctionnement et un volume assez faible en investissement de 440 000 euros. En recettes, nous avons les mêmes montants.

Quelques éléments de coût permettent la compréhension. Le mandat de gestion, l'achat de spectacles et la communication s'élèvent à 1,48 million d'euros. La rémunération de la société, qui comprend les dépenses de la société et la rémunération des intermittents, coûte 1,8 million d'euros. La CASA contribue au budget annexe du théâtre communautaire sans changement à hauteur de 1,8 million d'euros. Puis, nous avons des recettes de billetterie qui s'élèvent à plus de 1 million d'euros compte tenu du développement et du succès d'Anthéa. Nous comptabilisons quelques petites recettes au niveau de la location de salles et de la brasserie à hauteur de 610 000 euros. Par ailleurs, des travaux sont prévus pour la brasserie et le renouvellement du matériel scénique à hauteur de 440 000 euros.

Ces divers éléments sont présentés non pas en vrac mais en fonction des quatre budgets.

M. le Président – Avant le vote, y a-t-il des questions ou des interventions concernant ces budgets qui tiennent les engagements que nous avons donnés ? Le versement transport, qui s'élève à seulement 1,5 million d'euros, compense l'ensemble des transports.

La TEOM n'a pas augmenté. Elle a même baissé pendant deux années successives. Elle est la plus basse des communautés d'agglomération équivalentes et bénéficiera de l'augmentation des bases foncières sur Sophia Antipolis.

Vous avez également remarqué les efforts de gestion budgétaire en matière de fonctionnement ainsi que le maintien des solidarités aussi bien sur la dotation de solidarité que sur les fonds de concours.

S'il n'y a pas d'interventions, je propose que M. MAURIN fasse voter l'ensemble des délibérations concernant le budget principal, les télépépinières, le théâtre communautaire et la régie autonome financière Envibus. Nous reviendrons ensuite sur les tarifs de la CASA et le vote des taux de fiscalité qui ne changeront pas. Je redonne la parole à Jean-Pierre MAURIN.

M. MAURIN – Le point 14 concerne le budget primitif et le budget principal 2016. Je rappelle les chiffres. Nous avons en section de fonctionnement 195 916 830 euros et en section d'investissement 77 657 180 euros, dont 9 044 000 euros de report et 2 010 000 euros de déficits reportés, soit un total de dépenses de 273 574 010 euros répartis par chapitre selon la présentation faite sur le budget.

Concernant les recettes, nous avons le même montant de 195 916 830 euros en matière de fonctionnement, dont 8 190 000 euros d'excédent, et 77 657 180 euros en section d'investissement, dont 4 250 000 euros de report, soit un total de recettes équivalent aux dépenses de 273 574 010 euros.

Il vous est proposé :

- d'approuver l'affectation du résultat de l'exercice 2015 ;
- d'approuver l'affectation du besoin de financement ;
- d'approuver le budget primitif 2016 du budget principal avec la reprise anticipée des résultats tel qu'il ressort des documents budgétaires ;
- de confirmer les taux de fiscalité directe ;
- d'autoriser la constitution d'une provision selon la nouvelle réglementation liée aux emprunts in fine à hauteur de 10 % du capital emprunté, soit 1 670 000 euros ; un emprunt in fine implique de provisionner chaque année sans attendre le terme ;
- d'autoriser la constitution d'une provision de 100 000 euros suite à des demandes de prise en charge complémentaire de fournisseurs selon le principe de prudence budgétaire ;
- de verser une subvention pour combler les déficits au budget des télépépinières à hauteur des 235 000 euros ;
- d'autoriser le versement d'une subvention d'équilibre de 1 800 000 euros au budget annexe du théâtre communautaire d'Antibes, correspondant à la prise en charge partielle du déficit lié à des tarifs inférieurs au coût de revient pour garantir une grande accessibilité ;
- d'autoriser l'achat d'actions à hauteur de 1 600 000 euros suite à la recapitalisation de la SACEMA ;
- d'autoriser le Président à signer les divers documents afférents à la bonne exécution de cette délibération.

Mme CHEVALIER – Je vote contre toutes les délibérations qui concernent le budget sauf la 19 pour laquelle je m'abstiendrai.

M. le Président – Je sou mets le budget principal – Budget primitif 2016 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 voix contre d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

M. le Président – Je sou mets le budget annexe des télépépinières – Budget primitif 2016 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 voix contre d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

M. le Président – Je sou mets le budget annexe du théâtre communautaire – Budget primitif 2016 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 voix contre d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

M. le Président – Je sou mets le budget de la régie à autonomie financière Envibus – Budget primitif 2016 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 voix contre d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

19. Vote des taux de fiscalité directe locale 2016

M. le Président – Je sou mets cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 abstentions d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

M. le Président – Je recède la parole à Jean-Pierre MAURIN pour la présentation du recueil des tarifs de la CASA 2016 (mise à jour).

18. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour

M. MAURIN – Cette délibération concerne uniquement le théâtre Anthéa dont le nombre d'abonnés dépasse les 12 000 personnes, ce qui nécessite souvent – et c'est la raison de cette proposition de modification – des doubléments de spectacles pour satisfaire les demandes. Autrement dit, la grille tarifaire proposée reprend à la baisse en fonction des abonnements, une baisse qui va de 1 à 3 euros. Le détail figure sur les documents auxquels vous avez pu accéder. Il s'agit d'une variation des tarifs inférieure à 5 % et comprise entre 1 et 3 euros pour les catégories plein tarif, tarif réduit et tarif « collectivité ».

M. le Président – Nous avons une hausse de 1 à 3 euros sur certains spectacles, une augmentation qui ne concerne ni les sociaux ni les tarifs « jeunesse ». Rappelons au passage – ce n'est jamais désagréable de se faire plaisir – que nous avons 12 000 abonnés quand le théâtre de la plus grande ville du département en a 4 000. Nous sommes à près de 100 000 spectateurs, cela signifie que nous avons raison de faire un théâtre communautaire et de choisir un directeur de talent qui présente des spectacles suffisamment variés et de qualité pour attirer un public toujours plus nombreux.

Je sou mets au vote ces modifications tarifaires mineures. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 voix contre d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

20. Fonds de concours d'équipement – Approbation du règlement révisé au titre de la bonification environnementale

M. le Président – Il s'agit d'une action menée par Lionnel LUCA. Nos fonds de concours sont déjà élevés ; de 10% ; ils sont passés à 30% au début de ce mandat. Maintenant, deux bonifications tiennent compte de la qualité environnementale dans l'investissement ; elles permettent à un équipement créé sur le territoire de la CASA par une ville ou un village de bénéficier de 40 % de subvention de la CASA.

M. MAURIN – Nous souhaitons, sur proposition de Monsieur LUCA, faire évoluer la réglementation d'attribution des fonds de concours en les bonifiant d'une majoration de 5% ou 10 %, laquelle bonification sera réalisée en fonction de critères de performance énergétique plus ou moins importants qui seront visés par la commune pour ses bâtiments communaux neufs ou à réhabiliter. Pour ce bonus, la CASA s'appuiera sur l'obtention des labels qui attesteront les niveaux de performance énergétique desdits bâtiments. Ainsi, il s'agit d'un plus pour les communes qui vont développer des bâtiments moins énergivores.

M. le Président – Cette délibération est très positive pour l’environnement ainsi que pour l’ensemble de nos communes. Si nous faisons tous un effort concernant nos bâtiments, si nous arrivons à les faire à énergie positive, si nous travaillons sur la biomasse, nous pouvons avoir un taux de subvention très significatif de près de la moitié de l’investissement.

Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

Délibération adoptée à l’unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

21. Ajustement du tableau des effectifs

M. MAURIN – D’abord, nous avons une transformation de poste avec modification du tableau des effectifs. Pour la Direction Aménagement, Environnement et Connaissance du territoire, la CASA a créé un poste de chargé d’études en urbanisme ouvert sur le grade de technicien principal de deuxième classe. La mission principale de ce poste consiste à la coordination de la mission d’aménagement et développement de la Communauté d’agglomération en liaison avec les partenaires institutionnels. Au regard de l’évolution et du renforcement de cette fonction au sein de la direction, il convient d’ouvrir sept emplois au cadre d’emploi des ingénieurs territoriaux.

En matière de recrutement avec création de poste, d’une part, le comité technique du 21 mars dernier a validé la réorganisation de la Direction du développement économique qui implique la création d’un emploi. La CASA souhaite renforcer sa politique économique en faveur de la technopole. Il s’agit notamment de concevoir et de faire fonctionner le guichet d’accueil « entreprises » proposant un bouquet multiservices à même de répondre aux différentes problématiques rencontrées par les entreprises sur Sophia Antipolis qui souhaitent s’implanter ou bien se développer si elles y sont déjà. Dès lors, il convient de créer un poste de chargé de développement thématique réseau et écosystème à Sophia Antipolis. Ce poste relève du cadre d’emploi des attachés territoriaux.

D’autre part, il convient de créer un emploi de directeur des ressources humaines mutualisé entre la Ville d’Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d’agglomération de Sophia Antipolis. Ce poste mutualisé relève du cadre d’emploi des administrateurs territoriaux.

Par ailleurs, la transformation du service communication de la CASA en Direction de la communication presse a été présentée lors du comité technique le 21 mars. Cette transformation répond à une croissance de l’activité communication et conformément aux souhaits des élus et à la montée en puissance de l’intercommunalité, cette activité prend une part toujours plus importante.

En prévision du transfert de la compétence « tourisme » vers la CASA qui va se faire en 2017, il est impératif de développer l’activité de communication. Dans cet objectif, il est nécessaire de redimensionner le service « communication » actuel, composé de deux chargés de communication et d’une secrétaire administrative, en le faisant évoluer en une direction. Pour cela, un poste déjà inscrit au tableau des effectifs devra être transformé et un autre poste devra être créé :

- la transformation au tableau des effectifs concerne l’emploi de directeur de la communication ; il convient donc d’ouvrir un cadre d’emploi des administrateurs territoriaux ;

- la création au tableau des effectifs concerne l'emploi de responsable de gestion chargé de l'iconographie et de l'infographie, la mission principale de ce poste étant la création graphique de tous les supports de communication de la CASA (affiches, plaquettes, livrets, journaux, etc.).

Ensuite, un poste de chargé de communication est redimensionné en tant que responsable de service en charge de l'organisation opérationnelle des opérations de communication et d'information de la CASA. Ce poste relève du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Enfin, un poste de chargé de communication est redimensionné en emploi de gestionnaire de communication. Ce poste relève de la catégorie C des filières administratives.

Le poste de secrétaire administratif devient un emploi de gestionnaire administratif qui relève du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux.

Voilà les modifications apportées au tableau des effectifs et les diverses propositions de création ou de modification des emplois.

M. le Président – Merci, M. MAURIN. Pierre MOLAGER est en train de batailler avec un budget régional, avec probablement plus de difficulté que le budget de la Communauté d'agglomération, d'après ce que j'ai pu comprendre. Cependant, c'est son choix et en même temps il s'agissait d'une promotion. Quand Pierre MOLAGER est parti, j'ai proposé de mutualiser le poste de directeur général des services avec celui de la Ville d'Antibes, créant déjà une économie de la moitié du poste sur la Communauté d'agglomération.

Concernant le volet « presse et communication », depuis longtemps, la Ville d'Antibes mettait à disposition des moyens. Il fallait régulariser la situation. Avec la compétence « tourisme » et dès lors que la communication est purement institutionnelle et non politique, il était facile de proposer la mutualisation des moyens de direction.

S'agissant de la Direction des ressources humaines, une personne doit partir à la retraite à la commune d'Antibes Juan-les-Pins. Je demanderai une redélibération pour savoir si l'ensemble est d'accord avec la proposition d'un poste mutualisé. Je rappelle qu'il existe environ 500 emplois sur la Communauté d'agglomération et 2 000 sur la Ville d'Antibes. La plupart des agents de la Communauté d'agglomération viennent proportionnellement de la Ville d'Antibes. Nous pourrions envisager cette gestion mutualisée. Néanmoins, je prends la précaution de representer cette délibération pour savoir si nous devons avoir un seul ou deux DRH pour les deux établissements.

Le reste des transformations de poste est sans incidence. Ces mutualisations permettent une création de poste compensée financièrement par la diminution du salaire du directeur général des services qui est désormais mutualisé et s'accompagnent d'une diminution des finances pour les ressources humaines.

La parole est à Marc DAUNIS.

M. DAUNIS – Monsieur le Président, mes chers collègues, la mutualisation est une nécessité. Elle est à la fois souhaitable et nécessaire, nécessaire pour les finances publiques et souhaitable pour optimiser les moyens entre l'établissement public de coopération intercommunale qui est une communauté d'agglomération et les communes adhérentes.

D'autre part, le montage proposé apparaît de bon aloi. Je témoigne mon respect pour le directeur général des services dont chacun connaît la compétence, qui est accrue puisqu'il va devoir mener autant d'activités de front. Cependant, nous savons qu'il en a les qualités et la volonté. En cas de difficulté, grâce au sens du service public des uns et des autres et à notre respect de l'humain, nous pourrions adapter les dispositifs en conséquence pour l'intérêt général.

De la même façon, je ne peux que me féliciter que notre communauté d'agglomération, en matière de développement économique, sache se doter de moyens supplémentaires à travers cette délibération pour pouvoir honorer le fait qu'elle a en charge la première technopole d'Europe.

Nous avons eu un débat extrêmement fructueux, clair et précis en Bureau. Je tenais à remercier le Président et les collègues. Les collègues représentant la commune de Valbonne et moi-même voteront cette délibération ainsi que les suivantes.

M. le Président – Y a-t-il d'autres interventions ? La parole est à Martine BONNEAU.

Mme BONNEAU – Je précise que le dossier de la mutualisation est pour certains encore un peu nébuleux. Nous lisons des rapports mais nous nous y perdons un peu. En tout cas, nous sommes deux ici à ressentir le besoin éventuellement qu'à un moment donné, un tableau récapitulant l'ensemble des postes mutualisés puisse nous être présenté afin que nous puissions nous approprier un peu mieux l'ensemble de ces missions qui sont à la fois sur Antibes et sur la CASA.

M. le Président – Madame BONNEAU, cela ne pose aucun problème. En Bureau, j'ai rappelé à nos collègues, et je vous le rappelle à tous, que de lourds chantiers nous attendent. Le premier chantier n'est pas la mutualisation mais le transfert de la compétence « tourisme ». Ce n'est pas simple compte tenu d'un certain nombre de flous qui existent dans les décrets d'application.

Nous avons pris l'engagement :

- de ne pas créer de taxes supplémentaires ;
- de ne pas créer un office du tourisme communautaire ;
- d'essayer de faire fonctionner chaque territoire avec sa spécificité tout en obéissant à la loi qui nous oblige à transférer cette compétence.

Ainsi, nous aurons désormais à faire des acteurs communaux dans les bureaux d'information et dans les offices de tourisme des agents communautaires. Pour autant, rien ne changera pour eux si ce n'est que les communes verseront à la Communauté d'agglomération leur salaire qui leur sera reversé directement. Je sais que tout changement peut entraîner des inquiétudes. Pour cela, vous avez à votre disposition un petit guide qui constitue finalement le premier acte de l'activité touristique et culturelle qui existe sur nos communes. Je remercie le service de la communication de l'avoir fait en temps et en heure voulus. Ce type de document permet de développer une communication sur les activités touristiques de toutes les communes et de tous les villages.

Ensuite, nous anticipons le transfert de la compétence en matière de GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) imposée par la loi NOTRe. Ce n'est franchement pas une partie de plaisir. Déjà, ce n'est pas simple au niveau de chaque commune. Aussi, en faire une gestion non pas mutualisée mais transférée à la Communauté d'agglomération est, comme le soulignait le sénateur-maire de Valbonne, un objectif louable et utile mais constitue en même temps une charge d'organisation et de concertation qui est loin d'être négligeable.

Enfin, le transfert de la compétence « accueil des gens du voyage », compte tenu de la « beauté » du sujet, de la « facilité » avec laquelle la gestion se fait et de la « spontanéité » avec laquelle chaque ville propose très rapidement un terrain pour cet objectif sera également un chantier qui ne sera pas simple à mettre en œuvre.

Voilà trois chantiers qui ne manquent pas de complexité. J'ajoute qu'en 2020 – donc il faudrait s'en occuper en 2018 et 2019 – nous aurons le transfert, excusez-moi du peu, de l'assainissement et de l'eau, chaque ville et village étant soit en régie soit en contrat, avec des organismes différents et sur des durées différentes. Nous avons en l'occurrence un chantier considérable.

Par conséquent, j'ai proposé à l'ensemble des maires une pause sur la mutualisation. Nous ne pouvons pas mener tous les chantiers et générer toutes les angoisses en même temps. Ce qui est fait est fait. Concernant le poste de la DRH, une redélibération viendra valider ou pas le fait qu'il y ait un directeur des ressources humaines. Ce sujet nécessite des clarifications. Je remercie Monsieur Marc DAUNIS, sénateur-maire, d'avoir rappelé qu'elles avaient été données. Cependant, elles doivent parvenir à tout le monde.

Ainsi, nous ne sommes plus dans les mutualisations mais dans trois transferts majeurs au 1^{er} janvier 2017. Il faut que l'administration, qui n'est pas très lourde, se mobilise pour faire ce transfert dans de bonnes conditions. La délibération de mutualisation présentée ce jour est à voter mais en même temps, elle arrête la mutualisation jusqu'à ce que des études ultérieures fassent consensuellement et clairement réapparaître son intérêt collectif. Elle a certainement un intérêt et va dans le sens de l'histoire.

Une étape a été franchie. Avant de passer à une autre étape de mutualisation, nous devons d'abord surmonter l'étape de transfert de compétences. Les compétences « tourisme », « accueil des gens du voyage », « inondations et eaux pluviales » dans un premier temps et immédiatement après « assainissement et eau », cela fait beaucoup de transferts pour une administration dont je loue certes le dévouement et la compétence mais dont je considère aussi que les moyens ne sont pas pléthoriques. Je n'ai pas l'intention de charger la barque en matière d'emploi et de salaire. Cette délibération pour la mutualisation vaut pour les années à venir, sauf avis contraire d'un Conseil communautaire ou de l'ensemble du Bureau.

Je sou mets l'ajustement du tableau des effectifs au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 abstentions d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

22. Entretien professionnel – Modification du dispositif

M. MAURIN – Un document à la CASA a été mis en œuvre à titre expérimental dès l'année 2010 en matière d'entretien annuel. Auparavant, nous étions sur des entretiens assez simplistes. La CASA s'est portée volontaire pour expérimenter ce système. La délibération propose d'une part, compte tenu de la réussite de cette expérimentation, de pérenniser le dispositif d'entretien professionnel et d'autre part, de le soumettre non seulement aux fonctionnaires mais également aux fonctionnaires stagiaires et non titulaires.

M. le Président – Je sou mets cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 abstentions d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

23. Mutualisation du directeur général des services CASA/Ville d'Antibes Juan-les-Pins

M. le Président – Ce point a déjà été exposé, je le sou mets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité, 65 voix pour et 2 abstentions d'Anne CHEVALIER qui a reçu
procuration de Lionnel TIVOLI*

24. Etude de faisabilité d'un service « fournitures » mutualisé pour toutes les communes de la CASA

M. le Président – Le même principe s'applique sur ce sujet. Une étude est menée pour estimer la pertinence ou pas de mutualiser les fournitures, ce qui ne présage en rien de la décision de mutualiser le magasin général. Nous fournirons ici même un rapport ; nous délibérerons pour décider si le magasin général sera mutualisé ou pas. Je repasse la parole à Jean-Pierre MAURIN.

M. MAURIN – Dans le cadre de cette mutualisation, toutes les communes souhaiteraient bénéficier de prestations pour les acquisitions mutualisées de fournitures qui pourraient concerner le matériel administratif, les consommables, etc. Il existe actuellement à la Ville d'Antibes Juan-les-Pins une structure qui pourrait, dans le cadre d'une convention, mettre à disposition une partie de ses agents auprès de la CASA pour mener dans un premier temps une étude de faisabilité d'un service « fournitures » mutualisé. Si cette étude est probante, nous pourrions ensuite passer à la phase de mutualisation.

M. le Président – Je sou mets cette étude au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

COMMANDE PUBLIQUE

25. Bus-tram – Projet d'aménagement routier – Constitution d'un groupement de commandes – Commission d'appel d'offres spécifique au groupement – Election du membre titulaire et de son suppléant représentants de la CASA

M. MAURIN – Il est projeté de constituer un groupement de commandes et pour cela, de créer une commission d'appel d'offres spécifique, en désignant deux membres (titulaire et suppléant).

M. le Président – Trois entités sont concernées : la Ville d'Antibes, le département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération. J'ai reçu les candidatures de Monsieur AMAR (titulaire) et de Madame THOMEL (suppléante). Y a-t-il d'autres candidats ? Je vous propose un vote à main levée si tout le monde est d'accord. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont élus. Nous les félicitons.

*Monsieur AMAR et Madame THOMEL sont élus à l'unanimité.
Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Monsieur Lionnel LUCA.

26. Syndicat intercommunal des collectivités territoriales informatisées des Alpes-Maritimes (SICTIAM) – Retrait de la CASA de la compétence n°8 : mise à disposition d'une plateforme de dématérialisation

M. MAURIN – Auparavant, la CASA avait son propre système pour la dématérialisation de l'annonce des marchés publics. Ensuite, elle avait adhéré au SICTIAM pour la réalisation de ce service. Actuellement, le SICTIAM augmente le coût de cette prestation. Aussi, nous pensons que le moment est venu de nous retirer du SICTIAM et de revenir à la procédure que nous connaissons, qui avait été initiée par la CASA et dont nous connaissons le prix.

M. le Président – Il s'agit d'un retrait partiel, subtil. Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il s'agit pour la Communauté d'agglomération de la solution la plus efficace et à moindre coût.

Délibération adoptée à l'unanimité.

M. le Président – Je donne la parole à Thierry OCCELLI pour nous présenter la délibération concernant la mobilité et les transports. Le véhicule électrique est l'avenir de notre pays, de notre territoire et peut-être de notre économie à l'exportation.

MOBILITE ET TRANSPORTS

27. Prise de la compétence – Mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE)

M. OCCELLI – Cette délibération concerne les bornes de recharge électrique. Elle est présentée dans « mobilité et transports » mais aurait pu l'être dans le cadre de l'environnement et de l'énergie. En même temps, il s'agit d'une prise de compétence optionnelle, raison pour laquelle nous ne nous en sommes pas emparés jusqu'à présent. Je rappelle que nous sommes dans le cadre du plan climat Ouest 06.

Considérant que l'offre de recharge publique pour les véhicules électriques sur le territoire est actuellement insuffisante ;

Considérant que l'échelle intercommunale permet de garantir un maillage ;

Considérant que l'ensemble des communes membres de la CASA a été consulté ;

Considérant que la CASA est compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie (lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores et soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie) ;

Considérant qu'il convient de proposer un transfert de cette compétence au profit de la CASA afin de concrétiser le projet ;

Considérant qu'il convient de saisir les 24 conseils municipaux des communes de la CASA,

Il vous est proposé :

- de se doter de la compétence optionnelle relative à la mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables ;
- de modifier à ce titre les statuts de la CASA en ajoutant un article 1.2.5 ;
- de saisir selon les modalités prévues les 24 conseils municipaux des communes ;
- de déléguer au Bureau communautaire l'approbation d'une convention de partenariat ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de cette présente délibération.

M. le Président – Il s'agit d'un enjeu majeur ; d'autres communautés d'agglomération ont effectué la même démarche. Il faut une répartition de ces infrastructures de charge pour les véhicules électriques sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération. Nous aurions pu nous adresser à un seul prestataire. Certains nous ont d'ailleurs fait des propositions mais – et c'est bien logique – uniquement aux endroits qui leur paraissaient rentables. Par conséquent, nous préférons avoir une étude globale puis une mise en concurrence qui nous permettra, dans une négociation, d'avoir des bornes de recharge de véhicules électriques sur l'ensemble du territoire de la CASA.

La parole est à Marc DAUNIS.

M. DAUNIS – Je remarque, à la fois sur cette délibération et d'autres, que dans les secteurs les moins peuplés – y compris quand le Gouvernement a lancé le très haut débit – au lieu d'avoir un plan comme nous en avons connu avec la téléphonie il y a de cela quelques décennies, évolution des temps oblige, nous retrouvons aujourd'hui la vieille logique libérale à laquelle nous avons dû nous adapter les uns et les autres. Le côté le plus rentable est dévolu au privé, il reste au public à prendre en charge la solidarité. Finalement, je sais exactement pourquoi je fais de la politique.

M. le Président – Pour approuver les décisions que présente le Président, en particulier sur ces sujets consensuels... Il est bien logique que le privé recherche la rentabilité tandis que nous, nous avons à négocier l'utile et le rentable. Les risques ne sont pas mutualisés. Nous n'encaissons pas les bénéfices.

Je sou mets au vote cette délibération qui, j'espère, va être consensuelle. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

RÉSEAU ENVIBUS

28. Règlement intérieur des services de transport Envibus – Modification

M. OCCELLI – Nous avons besoin d'avoir des précisions concernant le service Ici là en raison de quelques incompréhensions des usagers. Ici là est victime de son succès. En fait, certains usagers ne comprennent pas que ce n'est ni un taxi ni un taxi-bus, qu'il ne s'agit pas d'un déplacement individuel mais qu'il peut y avoir plusieurs personnes dans le bus. Le TAD (transport à la demande) vient en complément des lignes existantes. Par exemple, quand vous faites un appel pour réserver un transport à la demande alors qu'une ligne de bus existe exactement à l'endroit où vous vous trouvez, il vous est suggéré d'attendre le bus qui arrive dans quelques minutes plutôt que de recourir au TAD. Il a fallu le préciser dans le règlement intérieur à l'article 15 parce que quelques désagréments et des retours négatifs des usagers nous ont été rapportés.

Il est proposé de préciser les conditions d'accès au service de transport à la demande Icià d'Envibus qui est un service de transport public collectif de personnes sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis. Icià Envibus permet aux usagers de disposer d'un service souple et pratique qui vient en complément des lignes existantes du réseau, sur la même zone de desserte.

Il vous est proposé d'approuver la modification apportée au règlement de fonctionnement du service Icià d'Envibus et de m'autoriser à signer ledit règlement intérieur.

M. le Président – Je sou mets cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

29. Mise en oeuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports urbains du réseau de la CASA – Avenant n°2 à la convention

M. OCCELLI – Il s'agit d'une délibération administrative qui consiste :

- à remplacer dans tous les articles de la convention le nom d'un de nos prestataires : CTPM (compagnie de transports Perpignan Méditerranée) par SNC Vectalia Sophia Antipolis, la société ayant changé de nom ;
- à désigner les membres de la commission de sécurité du comité directeur et de sécurité de SNC Vectalia Sophia Antipolis.

Le comité de sécurité s'est réuni récemment. Monsieur le sous-préfet s'est joint à nos travaux. Le rôle principal de ce comité de sécurité est :

- de définir les objectifs de la politique de sécurité et de proposer des mesures à prendre en cas de crise grave ;
- de prendre connaissance et suivre le travail élaboré par les différents partenaires ;
- de faire des propositions afin d'améliorer la sécurité dans les transports.

Sont également présents au sein de ce comité la police nationale, la gendarmerie, la police municipale, les partenaires sociaux et le service Envibus.

Il vous est proposé :

- d'approuver l'avenant numéro 2 ;
- d'approuver la désignation des représentants de SNC VSA (société en nom collectif Vectalia Sophia Antipolis) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis à signer ledit avenant.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

M. le Président – J'ai l'honneur d'essayer de remplacer Jean-Pierre MASCARELLI pour présenter la délibération relative à l'enseignement supérieur et aux nouvelles technologies.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

30. Projet « très haut débit » – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange – Version 2
31. Projet « très haut débit » – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR

M. le Président – Le plan France Très Haut Débit a fixé trois types de zones : des zones très denses traitées par les opérateurs privés, des zones d'intention d'investissement appelées zones moyennement denses, également traitées par les opérateurs privés, l'ensemble représentant 91 % de la population, puis le reste dont le raccordement reviendra à la puissance publique. La Communauté d'agglomération considère que le très haut débit doit parvenir dans tous les villages. Elle prend un engagement fort se chiffrant à plus de 2 millions d'euros en partenariat avec les opérateurs.

Ainsi, il vous est proposé :

- d'approuver la version actualisée de la convention de programmation et de suivi des déploiements avec l'opérateur Orange pour les communes de Biot, Caussols, Châteauneuf, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, Le Rouret, Opio, Roquefort-les-Pins, Valbonne, Vallauris Golfe-Juan, Villeneuve-Loubet et de désigner un représentant de la CASA au sein du comité de suivi ;
- d'approuver la convention de programmation et de suivi des déploiements avec l'opérateur SFR pour les communes de Courmes, Saint-Paul-de-Vence, La Colle-sur-Loup, Tourrettes-sur-Loup et de désigner un représentant de la CASA au sein du comité de suivi.

J'ai reçu dans les deux cas la candidature de Monsieur MASCARELLI. Qui d'autre est candidat ? Qui souhaite un vote à bulletin secret ? Je vous propose la candidature de Monsieur MASCARELLI. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est élu.

Je sou mets les délibérations au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Monsieur MASCARELLI est élu à l'unanimité.
Délibérations adoptées à l'unanimité.*

PARC NATUREL REGIONAL

32. Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Préalpes d'Azur – Désignation d'un suppléant au comité de programmation du groupe d'action locale des Alpes et Préalpes d'Azur

M. le Président – Nous avons la candidature d'Eric MELE. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Monsieur Eric MELE est élu à l'unanimité.
Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Merci à vous tous. Le prochain conseil aura lieu le 27 juin.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.056
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-Verbal de la séance du 11 avril 2016 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assembles

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111248858
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-52-30.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h52:55

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6222-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6222
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-Verbal de la séance du 11 avril 2016 - Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6222-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160627-AOI_6222-DE-1-1_2.pdf